

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} FÉVRIER 1921.

Projet de loi modifiant et étendant la loi d'amnistie du 31 octobre 1919 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. HARMIGNIE.

MESSIEURS,

Ce projet a été adopté dans deux sections, à l'unanimité ; de même moins une abstention dans une troisième ; le procès-verbal des deux autres n'indique pas le résultat du vote.

Aucune opposition au principe de la loi ne s'y est manifestée. Au contraire, toutes les observations présentées tendent à l'extension de l'amnistie, soit quant au genre d'infractions, soit quant aux conditions mises à son application.

Diverses pétitions ont été adressées par la Commission des Pétitions à la Section centrale.

Elles émanent en général de groupements d'anciens combattants, demandant que l'amnistie soit accordée à tous ceux qui n'ont pas commis de crimes.

Le Gouvernement, le 11 janvier dernier, a envoyé à la Commission des amendements sur les articles 1, 4, 5 et 8.

Nous les examinerons plus loin.

Les modifications proposées à la loi du 31 octobre 1919 sont les suivantes :

I.

En matière de désertion, cette loi n'amnistiait les auteurs de cette infraction qu'aux conditions suivantes :

- a) Elle devait être postérieure au 11 novembre 1918 ;
- b) D'un mois, au plus ;
- c) Sans complot ;

Sauf dans le cas où elle n'avait entraîné qu'une condamnation conditionnelle.

(1) Projet de loi, n° 4.

(2) La Section centrale, présidée par M. TIBBAUT, était composée de MM. MASSON, CATTEUW, MATHIEU, HARMIGNIE, UITROEVER et HEYMAN.

Le projet supprime la première condition et porte la durée d'un mois à six mois en une ou plusieurs fois.

Un amendement du Gouvernement y ajoute les mots : « y compris les désertions déjà amnistiées » et porte au double cette durée de six mois pour les militaires qui ont été présents sous les armes pendant une durée totale d'un an entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918.

Ces modifications sont heureuses ; elles s'inspirent du projet de loi adopté par la Chambre des députés de France, le 29 juillet 1920.

La première des conditions : « être postérieure au 11 novembre 1918 » entraînait des inégalités injustifiables.

Un soldat qui, ayant déserté, ne fût-ce qu'un jour et rentrant le 10 novembre, ne pouvait être amnistié, tandis que celui dont la désertion avait duré trente jours après cette date bénéficiait de l'amnistie.

Or, chacun sait que dans les derniers jours qui ont précédé l'armistice, beaucoup de soldats, qui s'étaient vaillamment battus pendant l'offensive, ne pouvant résister au désir d'aller revoir leur famille après une séparation de plus de quatre ans, se sont absentés sans autorisation en rentrant dans le pays, mais ont rejoint le régiment avant le 11 novembre.

II.

En toute matière, sauf les exceptions prévues à l'article 5, les articles 3 et 4 du projet étendent l'amnistie :

1° Aux auteurs d'infraction dont il a été obtenu grâce totale pour crime et même partielle pour délit, pourvu que postérieurement à la grâce, le militaire ait accompli, avant le 11 novembre 1918, au moins trois mois de service dans une unité combattante ;

2° Moyennant ces mêmes conditions, à ceux dont la peine a été suspendue, sauf pour les condamnés :

- a) A la détention perpétuelle ;
- b) A la perte des droits civiques spécifiés au paragraphe 6 de l'article 31 du Code pénal ;
- c) A la dégradation militaire.

3° Aux infractions commises par les militaires qui en temps de guerre, postérieurement à l'infraction ont été cités à l'ordre du jour, mutilés ou réformés pour blessures ou maladies contractées ou aggravées au service, *pour autant que ces blessures ou maladies aient donné lieu à l'octroi d'une pension d'invalidité.*

Un amendement du Gouvernement supprime cette dernière condition.

Dans la pensée de la Commission le mot « blessure » ne peut être appliqué à une égratignure ou une brûlure légère.

En général, les blessures sont constatées dans le cahier des malades de la compagnie, les registres des ambulances, etc. Tous autres moyens pourront évidemment être admis, pour en prouver l'existence.

III.

L'article 3 de la loi du 31 octobre 1919 exempte de l'amnistie :

- a) Les crimes et délits contre la sûreté de l'État ;
- b) Les désertions en cours au 11 novembre 1918 ;
- c) Les désertions en récidive, sauf celles de 15 jours au plus, postérieures au 11 novembre 1918 ;
- d) Les désertions de plus de 6 mois, celles à l'ennemi, les mutilations volontaires, sauf en cas de condamnation conditionnelle ;
- e) Les récalcitrants et les réfractaires faisant partie des contingents appelés durant la guerre.

Le projet, dans son article 5, remplace les littéra : *b c d* par un littéra *b* ainsi conçu : les désertions à l'ennemi, les mutilations volontaires ; mais il ne reproduit pas les mots : « *sauf en cas de condamnation conditionnelle* ».

Un amendement du Gouvernement répare cette omission.

IV.

L'article 6 de la loi en vigueur conserve la compétence aux juridictions militaires saisies à la fois de l'action répressive et de l'action civile en dommages et intérêts, pour statuer sur celle-ci.

Le projet, en son article 8, abroge cette disposition et donne compétence exclusive en cette matière aux tribunaux civils.

L'exposé des motifs en donne la justification suivante :

- » La pratique a démontré que les dispositions de cet article sont inexécutables dans la plupart des cas.
- » En effet, la procédure par défaut n'existant que dans les cas déterminés par le Code de 1814 et ne s'appliquant pour ainsi dire jamais aux cas d'infraction donnant lieu supplémentaires à des poursuites civiles, tels : les homicides par imprudence, coups et blessures volontaires, etc., il suffit à l'auteur de ne pas se présenter devant la juridiction saisie de l'infraction pour échapper à ces poursuites.
- » Dès lors, il y a lieu d'attribuer aux juridictions civiles la compétence en ce qui concerne les droits des tiers aux réparations civiles et de modifier dans ce sens le texte de l'article. »

Mais, depuis, M. le Ministre de la Justice a déposé un projet de loi abrogeant le chapitre VII du titre II du Code de procédure du 20 juillet 1814 et le remplaçant par des dispositions conformes aux règles prescrites pour les tribunaux correctionnels, en cas de défaut.

En conséquence, le Gouvernement a présenté un amendement supprimant l'article 8 de notre projet et maintenant l'article 6 de la loi du 31 octobre 1919.

*
* * *

Au cours de l'examen du projet par les Sections, diverses questions ont été posées par plusieurs de nos collègues.

On a demandé notamment si l'amnistie s'étendait aux ouvriers militarisés ?

La question doit être résolue affirmativement.

L'ouvrier qui, en raison de sa militarisation, a été soumis aux lois pénales militaires, bénéficiera de l'amnistie comme les militaires proprement dits.

D'autres ont désiré savoir si l'article 7 portant que l'amnistie ne restitue pas les décorations, titres, grades et fonctions, empêchait le Gouvernement ou les administrations de reprendre à leur service les amnistiés et de leur conférer plus tard un grade ou une distinction honorifique.

Ici encore, le doute n'est pas possible; l'amnistie ne restitue pas d'office les distinctions, grades et fonctions, mais elle ne frappe pas l'amnistié d'une indignité absolue; elle réserve absolument l'avenir.

Comment doit-on entendre le terme « ordre du jour » dont parle l'article 4 du projet ?

La Section estime que ces mots n'étant accompagnés d'aucun qualificatif, doivent être pris dans le sens le plus large. Ils comprennent donc toute citation à un ordre du jour, qu'il soit du régiment, de la division ou de l'armée.

*
* * *

Votre Commission, tout en félicitant le Gouvernement de ce nouvel acte de clémence en faveur de nos anciens combattants, propose quelques amendements au projet.

A l'article 1^{er}, alinéa 1, elle propose de remplacer la date du 4 août 1919 par celle du 27 septembre 1919 qui est celle de la fin de l'état de guerre, par suite de l'entrée en vigueur de la loi du 15 septembre, publiée au *Moniteur* du 17 du même mois, ratifiant le Traité de Versailles.

Le dernier alinéa de cet article présente une erreur typographique; on y lit : « à la condition que les peines qui ou seront encourues. » Il faut évidemment dire : « qui *sont* ou seront encourues. »

L'article 3 dispose que, pour obtenir l'amnistie, le coupable gracié ou dont la peine a été suspendue doit avoir ensuite accompli, avant le 11 novembre 1918, au moins trois mois de service dans une unité combattante.

Cette condition va entraîner des conséquences choquantes.

Voici, par exemple, un soldat gracié depuis quelques jours, qui prend part à la glorieuse mais terrible offensive de notre armée dans le secteur d'Ypres, en octobre 1918, et s'y conduit bravement.

Il ne pourra bénéficier de l'amnistie parce que sa grâce lui a été accordée après le 11 août 1918. Par contre, le soldat gracié avant cette date, mais qui aura été placé dans un secteur plus tranquille, sera amnistié.

C'est pourquoi la Section propose la suppression, au 1^o et au 2^o de cet article, des mots « au moins trois mois » et de remplacer la date du 11 novembre par celle du 1^{er} octobre.

A l'article 4, la Section estime qu'il y a lieu de supprimer les mots « postérieurement à l'infraction », parce que celui qui a fait acte d'héroïsme, même avant la faute, mérite la faveur de l'amnistie.

* * *

Il est intéressant de savoir combien il existe encore d'anciens combattants emprisonnés.

D'après les renseignements recueillis au Département de la Défense Nationale, il y en avait 549 au 31 décembre dernier, répartis comme suit dans les diverses prisons du pays :

Anvers	6
Malines	5
Turnhout.	8
Forest.	10
Saint-Gilles	132
Louvain (Central)	55
Louvain (Secondaire)	3
Nivelles	3
Bruges	64
Furnes	1
Ypres	»
Courtrai	11
Gand (Centre)	167
Gand (Sud)	41
Audenarde	2
Termonde.	6
Liège	8
Verviers	5
Huy	»
Arlon	2
Marche	1
Neufchâteau	»
Mons	11
Tournai	1
Charleroi	3
Hasselt	»
Tongres	»
Namur.	4
Dinant.	»
TOTAL	549

Il y a lieu de noter que la plupart des coupables enfermés à Louvain et à Gand ont été condamnés pour désertion à l'ennemi, et les autres pour des crimes de

droit commun : assassinats, meurtre, viol, faux, trahison, et ne méritent donc pas la faveur de l'amnistie.

Toutefois la Section centrale exprime le vœu que les dossiers de ces affaires soient examinés avec soin au Ministère de la Justice, au point de vue de l'exercice du droit de grâce ou de la libération conditionnelle ; car parmi ces coupables il en est peut-être, qui, dans un moment de colère légitime, se voyant, par exemple, trompés par une épouse infidèle, ont commis un meurtre, voire même un assassinat, excusable dans une certaine mesure et ne dénotant pas une âme perverse.

Il faut tenir compte aussi de l'énervement qu'a dû produire chez le soldat la vie qu'il a menée durant ces quatre années de guerre, où il s'est trouvé, sans interruption, face à face avec l'ennemi, dans une atmosphère de violence et de carnage, toujours exposé à la mort et la donnant sans pitié, par devoir ; ne pouvant jamais rentrer dans sa famille, et, le plus souvent, privé même de ses nouvelles.

La Section suggère à M. le Ministre de la Justice l'idée de s'adjoindre pour l'examen des recours en grâce et des demandes de libération, une commission spéciale qui serait appelée à examiner les dossiers et à formuler son avis.

Cette Commission pourrait notamment comparer les condamnations prononcées durant la guerre, alors que, soucieux à juste titre de maintenir dans l'armée une discipline rigoureuse, les Conseils de guerre se sont, peut-être, montrés plus sévères qu'après l'armistice.

La grâce, en ce cas, pourrait rétablir l'égalité.

Outre les 549 prisonniers dont je viens de parler, il se trouvait à la fin de décembre dernier, dans la Maison de correction, 170 démobilisés.

Nous apprenons avec plaisir qu'il entre dans les intentions de M. le Ministre de la Défense Nationale de faire un large usage du droit de grâce à leur égard.

* * *

La Section centrale, à l'unanimité, approuve le projet de loi, amendé par le Gouvernement, avec les modifications dont il vient d'être parlé aux articles 1, 3 et 4.

Elle vous en propose l'adoption.

Le Rapporteur,
ALP. HARMIGNIE.

Le Président,
ÉM. TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 FEBRUARI 1924.

Wetsontwerp tot wijziging en uitbreiding der amnestiewet
van 31 October 1919 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER HARMIGNIE.

MIJNE HEEREN,

In twee afdeelingen werd dit ontwerp eenparig aangenomen; evenzoo in eene derde min eene onthouding; het proces-verbaal van de overige afdeelingen vermeldt den uitslag der stemming niet.

Tegen het beginsel der wet kwam er geen verzet voor. Al de aangevoerde bemerkingen strekken daarentegen tot de uitbreiding der amnestie, hetzij wat aangaat den aard der misdrijven, hetzij wat de voorwaarden van hare toepassing betreft.

Onderscheidene verzoekschriften werden door de Commissie voor de Verzoekschriften aan de Middenafdeeling overgemaakt.

Zij gaan in 't algemeen uit van groepeerings van oudstrijders, die vragen dat amnestie verleend worde aan alwie zich aan geene misdaden hebben schuldig gemaakt.

Op 11 Januari II. heeft de Regeering aan de Commissie amendementen op de artikelen 1, 4, 5 en 8 overgemaakt.

Wij zullen die verder onderzoeken.

De in de wet van 31 October 1919 voorgestelde wijzigingen zijn de volgende :

I.

In zake desertie werd aan hen, die zich aan dit misdrijf schuldig maakten, alleen onder de volgende voorwaarden amnestie verleend :

- a) De desertie moest na 11 November 1818 hebben plaats gehad ;
- b) Ten hoogste ééne maand hebben geduurd ;
- c) Zonder samenspanning geschied zijn ;

(1) Wetsontwerp, n° 4.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer TIEBAUT, bestond uit de heeren MASSON, CATTEUW, MATHIEU, HARMIGNIE, UITROEVER en HEYMAN.

Behalve wanneer zij slechts tot eene voorwaardelijke veroordeeling aanleiding had gegeven.

Het ontwerp doet de eerste voorwaarde vervallen en brengt den duur van ééne maand op zes maanden in ééne of in verscheidene reizen.

Een Regeeringsamendement voegt er de woorden bij : « met inbegrip van de deserties waarvoor reede amnestie is verleend » en brengt dezen duur van zes maanden op het dubbele voor de militairen, die werkelijk onder de wapens zijn geweest gedurende eene geheele tijdruimte van een jaar tusschen 1 Augustus 1914 en 11 November 1918.

Dat zijn gelukkige wijzigingen; zij werden ingegeven door het wetsontwerp, aangenomen door de Kamer der Afgevaardigden van Frankrijk op 29 Juli 1920.

De eerste voorwaarde : « na 11 November 1918 te zijn geschied » bracht niet te wettigen ongelijkheden met zich.

Een soldaat die, al ware het slechts één dag, gedeserteerd had en den 10^{en} November opnieuw binnenkwam, kon geen amnestie bekomen, terwijl hij, wiens desertie, na dezen datum, dertig dagen had geduurd, amnestie verkreeg.

Welnu, iedereen weet dat in de laatste dagen, welke aan den wapenstilstand voorafgingen, vele soldaten, die tijdens het offensief dapper hadden gestreden en niet konden weerstaan aan het verlangen hunne familie terug te zien na eene scheiding van meer dan vier jaar, zonder toelating afwezig waren bij het terugkeeren in het land, doch zich vóór November bij het regiment vervoegden.

II.

Behoudens de uitzonderingen voorzien bij artikel 5, strekken de artikelen 3 en 4 van het ontwerp de amnestie uit :

1^o Tot de daders van misdrijven, waarvoor volle kwijtschelding werd verleend, indien het eene misdaad geldt, en zelfs gedeeltelijke kwijtschelding, indien het een wanbedrijf betreft, mits de militair, na deze genade en vóór 11 November 1918, ten minste drie maanden lang heeft gediend bij een strijdende eenheid;

2^o Mits deze zelfde voorwaarden, tot hen, wier straf werd opgeschorst, behalve de veroordeelden :

- a) Tot levenslange opsluiting;
- b) Tot verlies der burgerlijke rechten, voorzien bij § 6 van artikel 31 van het Strafwetboek;
- c) Tot de militaire afstraffing;

3^o Tot de misdrijven gepleegd door de militairen die in oorlogstijd, na het misdrijf, op de dagorder eervol vermeld, verminkt of gereformeerd werden wegens verwondingen of ziekten opgedaan of verergerd bij den dienst, *in zooverre deze verwondingen of ziekten aanleiding hebben gegeven tot een invaliditeispensioen.*

Deze laatste voorwaarde vervalt ten gevolge van een amendement der Regeering.

Naar het inzicht van de Commissie, mag het woord « verwondingen » niet toegepast worden op eene schram of eene lichte brandwonde.

In 't algemeen worden de verwondingen vermeld in het ziekenregister der compagnie, de ambulantieregisters, enz. Het spreekt vanzelf dat alle andere middelen worden gebruikt om het bestaan er van te bewijzen.

III.

Artikel 3 der wet van 31 October 1919 verleent geen amnestie voor :

- a) De misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van den Staat ;
- b) De loopende deserties op 11 November 1918 ;
- c) De deserties bij herhaling, behalve die van ten hoogste 15 dagen, na 11 November 1918 ;

d) De deserties van meer dan 6 maanden, die met overloopping naar den vijand, de vrijwillige verminkingen, behalve in geval van voorwaardelijke veroordeeling ;

e) De wederspanningen en de dienstweigeraars, die deel uitmaken van de tijdens den oorlog opgeroepen contingenten.

Bij artikel 5, vervangt het ontwerp de littera *b*, *c*, *d*, door een littera *b*, luidende : « de overlooppingen naar den vijand, de vrijwillige verminkingen », doch het herneemt niet de woorden : « *behalve in geval van voorwaardelijke veroordeeling* ».

Deze weglating wordt door een amendement van de Regeering hersteld.

IV.

Krachtens artikel 6 van de huidige wet blijven de militaire rechtsmachten, die kennis nemen van de strafrechtelijke vordering te gelijk met de burgerrechtelijke vordering tot schadeloostelling, bevoegd om over deze uitspraak te doen.

Bij artikel 8 doet het ontwerp deze bepaling vervallen en geeft het volstrekte bevoegdheid in deze aan de burgerlijke rechtbanken.

De Memorie van Toelichting wettigt dit op de volgende wijze :

« De practijk heeft bewezen dat, in het meerendeel der gevallen, de beschikkingen van dit artikel niet kunnen toegepast worden.

» Inderdaad, daar de rechtspleging bij verstek slechts van toepassing is voor de » bij het Wetboek van 1814 voorziene gevallen en, om zoo te zeggen, nooit » voor de inbreuken die aanleiding geven tot bijkomende burgerlijke vervolgingen, zooals doodslag bij onvoorzichtigheid, vrijwillige slagen en kwetsuren, » enz., is het voldoende dat de dader niet verschijne voor de rechtsmacht, » voor dewelke het geding is ingediend, om deze vervolgingen te ontwijken.

» Derhalve dient de burgerlijke rechtsmacht bevoegd verklaard voor wat betreft » de rechten van derde personen op burgerlijke vergoeding en de tekst van het » artikel in dien zijn gewijzigd te worden ».

Doch sedertdien heeft de Minister van Justitie een wetsontwerp ingediend tot intrekking van hoofdstuk VII, titel II, van het Wetboek van Rechtsvordering, dd. 20 Juli 1814 en tot vervanging daarvan door bepalingen overeenkomstig de regelen voorgeschreven voor de boetstraffelijke rechtbanken, in geval van niet verschijning.

Dienvolgens heeft de Regeering een amendement ingediend, waarbij artikel 8 van ons ontwerp wegvalt en artikel 6 der wet van 31 October 1919 wordt behouden.

* * *

Bij de behandeling van het ontwerp door de Afdelingen, werden verscheidene vragen door onderscheidene onzer collega's gesteld.

Onder meer werd gevraagd of de amnestie gelden zou voor de gemilitariseerde werklieden.

Op die vraag dient bevestigend te worden geantwoord.

Naar aanleiding van zijne militariseering werd de werkmán aan de militaire strafwetten onderworpen; bijgevolg zal hij de amnestie genieten, zooals de eigenlijke militairen.

Anderen verlangden te weten of artikel 9, krachtens hetwelk de eereteekens, titels, graden en openbare ambten door de amnestie niet worden teruggeschonken, de Regeering of de besturen verhinderde, hen, die amnestie hadden verkregen, terug in dienst te nemen en hun later een graad of eereteeken toe te kennen.

Hier ook is geen twijfel mogelijk; door de amnestie worden de eereteekens, graden en ambten niet teruggeschonken, doch, anderzijds, wordt ook geene volstrekte onwaardigheid vastgesteld; de toekomst blijft onverminderd voorbehouden.

Op welke wijze dient het woord « dagorder », waarvan het artikel 4 van het ontwerp gewaagt, te worden verstaan?

De Afdeling is van gevoelen dat het woord, van geene bepaling hoegenaamd vergezeld zijnde, in zijne ruimste beteekenis moet worden opgevat. Het beteekent dus elke vermelding op de dagorder, hetzij van het regiment, hetzij van de divisie of van het leger.

* * *

Ofschoon uwe Commissie de Regeering gelukwenscht met dit nieuw bewijs van goedertierenheid jegens onze oudstrijders, stelt zij niettemin enkele wijzigingen in het ontwerp voor.

Bij artikel 1, alinea 1, stelt zij voor, den datum van 4 Augustus 1919 te vervangen door dien van 27 September 1919, welke de datum is waarop de staat van oorlog een einde nam, ten gevolge van het van kracht worden der wet van 15 September, bekendgemaakt in het *Staatsblad* van 17 derzelfde maand en houdende bekrachtiging van het Verdrag van Versailles.

De laatste alinea van dit artikel behelst eene zelfout in den *Franschen* tekst; er staat: « à la condition que les peines qui ou seront encourues ». Men moet natuurlijk lezen: « qui *sont* ou seront encourues ».

Krachtens artikel 3 moet de begenadigde of hij wiens straf werd geschorst, om amnestie te bekomen, daarna, ten minste drie maanden lang, bij eene strijdende eenheid gediend hebben vóór 11 November 1918.

Deze bepaling zal aanleiding geven tot ergerlijke gevolgen.

Nemen wij, bij voorbeeld, het geval van een soldaat die begenadigd werd enkele dagen voordat hij, in October 1918, deelneemt aan het glorievolle, doch verschrikkelijk offensief van ons leger in den sector van Yper, waar hij zich als een dappere gedraagt.

Hij heeft geen aanspraak op amnestie, omdat zijne begenadiging hem werd verleend na 11 Augustus 1918. Daarentegen zal de soldaat, die vóór dezen datum werd begenadigd en in een stilleren sector werd geplaatst, amnestie bekomen.

Uit dien hooftde stelt de Afdeeling voor, de woorden « ten minste drie maanden lang » in n^o 1^o en n^o 2^o van dit artikel te doen wegvallen en den datum van 11 November te vervangen door dien van 1 October.

De Afdeeling is van oordeel, dat in artikel 4 de woorden « na het misdrijf » moeten wegvallen, omdat hij, die eene heldendaad heeft verricht, zelfs vóór zijn misstap amnestie verdient.

*
* * *

Van belang is het te weten, hoeveel oudstrijders nog in de gevangenis zitten.

Uit de inlichtingen ingewonnen bij het Departement van Landsverdediging blijkt dat er op 31 December laatstleden nog 549 waren; zij waren over de verscheidene gevangenissen des lands verdeeld als volgt :

Antwerpen	6
Mechelen	5
Turnhout	8
Vorst	10
Sint-Gilles	132
Leuven (Groote Gevangenis)	55
Leuven (Kleine Gevangenis)	3
Nijvel	3
Brugge	64
Veurne	1
Ieperen	»
Kortrijk	11
Gent (Centrum)	167
Gent (Zuid)	41
Audenaarde	2
Dendermonde	6
Luik	8

Verviers	5
Hoei	»
Aarlen	2
Marche	1
Neufchâteau	»
Bergen	11
Doornik	1
Charleroi	3
Hasselt	»
Tongeren	»
Namen	4
Dinant	»

TE ZAMEN. 549

Aan te merken valt, dat meest al de schuldigen, die opgesloten zitten te Leuven en te Gent, veroordeeld werden wegens desertie tegenover den vijand, en de anderen wegens misdaden van gemeene recht : moord met voorbedachten rade, manslag, verkrachting, vervalsching, verraad; dezen verdienen dus geen amnestie.

Niettemin drukt de Middenafdeeling den wensch uit, dat de dossiers van deze zaken in het Ministerie van Justitie met zorg worden onderzocht, met het oog op de oefening van het recht van genade of van de voorwaardelijke invrijheidstelling, want onder deze schuldigen zijn er wellicht, die, in een oogenblik van rechtmatige gramschap — bijvoorbeeld zich bedrogen wetend door eene ontrouwe echtgenoot — manslag, zelfs moord met voorbedachten rade hebben gepleegd, wat in zekere mate te verontschuldigen is en niet noodzakelijkerwijs de uiting is van eene verdorven ziel.

Insgelijks dient men rekening te houden met de zenuwverzwakking, welke bij den soldaat onvermijdelijk werd teweeggebracht door het leven dat hij vier oorlogsjaren lang heeft geleid vlak voor den vijand, in een midden van geweld en menschenlaching, steeds blootgesteld aan den dood en dezen onmeedoogend zelf zaaiend uit plichtbesef, nooit in den schoot zijner familie kunnende komen en meestal zelfs van nieuwstijdingen uit deze beroofd.

De Afdeeling geeft den Minister van Justitie deze gedachte ter overweging, dat hij, voor het onderzoek der verzoekschriften om genade en der aanvragen tot vrijstelling, zich eene bijzondere commissie zou toevoegen, welke belast zou zijn met het onderzoek der dossiers en haar advies zou uitbrengen.

Deze Commissie zou, namelijk, kunnen nagaan welk het getal en de strengheid was der veroordeelingen tijdens den oorlog uitgesproken, toen de Krijgsraden, terecht bekommerd om in het leger eene strenge tucht te handhaven, wellicht strenger zijn opgetreden dan na den wapenstilstand.

Door begenadiging zou, in dit geval, de gelijkheid kunnen hersteld worden.

Buiten de 549 gevangenen, waarvan ik even sprak, bevonden zich einde December 11. 170 gedemobiliseerden in correctie.

Met genoegen vernemen wij dat de Minister van Landsverdediging voornemens is een ruim gebruik te maken van het genaderecht, wat hen betreft.

* * *

Met eenparige stemmen heeft de Middenafdeeling het wetsontwerp aangenomen, zooals het gewijzigd werd door de Regeering en tevens met de wijzigingen vermeld bij de artikelen 1, 3 en 4.

Zij stelt u voor, het aan te nemen.

De Verslaggever,
ALP. HARMIGNIE.

De Voorzitter.,
EM. TIBBAUT.